

AKTUELL

POLITIQUE EUROPÉENNE

Lobbyistes inscrivez-vous !

Luc Caregari

En s'abstenant du vote final sur un rapport qui devait faire régner plus de transparence dans le lobbying bruxellois, les Verts européens dénoncent le pouvoir inouï qu'ont pris ces organisations dans les rouages de la démocratie.

« Non, le lobbying n'est pas une mauvaise chose, retenez-le bien », insista Claude Turmes, eurodéputé des Verts, mercredi dernier lors d'un voyage de presse à Bruxelles, qui servait notamment à informer la presse sur le pouvoir réel des lobbies dans la politique européenne. « Il ne s'agit pas de le diaboliser, mais juste de le rendre plus transparent pour tout le monde », et de continuer, « Même les Etats-Unis - où les lobbies sont très forts - ont une réglementation plus sévère à cet égard ».

Quelques chiffres: on estime qu'à Bruxelles vivent environ 15.000 lobbyistes, qui bossent dans 2.500 organisations. La plupart d'entre elles sont installées près du rond-point Schumann à Bruxelles, d'où elles profitent d'une vue imprenable sur les institutions européennes. Ici se trouvent les représentations Pernod-Ricard, la chambre du commerce américaine et Philipp Morris, dans le seul but est de peser sur les décisions de la commission européenne. Et non sans succès. Un exemple a été la non classification de certaines substances chimiques selon la nouvelle norme Reach, suite aux pressions exercées par le lobby industriel. Comment y parviennent-ils ? En publiant des « études scientifiques » qui ne servent qu'à défendre les intérêts de l'industrie, comme c'est le cas pour le changement climatique dont doutent certains « think-tanks », ou en approchant directement les élu-e-s ou commissaires en leur rappelant que dans leur pays d'origine, en fonction de leurs décisions, des emplois pourraient se créer ou se perdre. Ou encore en embauchant des ex-eurocrates ou des gens qui revêtent toujours un poste dans l'administration. On pourrait multiplier les exemples, le fait restera que l'industrie a toujours eu son poids de décision.

Que les intérêts s'emmêlent à Bruxelles, ce n'est pas vraiment une nouvelle. Que la plupart des européens ne pensent que la politique de

l'Union est souvent dictée par l'industrie, est un scénario d'horreur que redoute Turmes, mais qui se rapproche de plus en plus de la réalité. Même si le texte du rapport a été adopté à 547 pour, 24 contre et 59 abstentions, la transparence ne sort pas vainqueur du vote parlementaire.

Explications : premièrement, le délai pour la création d'un registre où doivent s'inscrire tous les lobbyistes que prévoyait le rapport est maintenu pour l'année 2009, ce qui laisse encore beaucoup de temps aux lobbies pour développer de nouvelles stratégies afin de contourner les nouvelles règles. Deuxio, et le plus important, est le rejet par le parlement européen d'amendements qui prévoyaient d'inclure les avocat-e-s dans le groupe des lobbyistes. Car ces derniers apparaissent de plus en plus souvent comme « conseillers indépendants » alors qu'en réalité ils veulent faire avancer les intérêts du patronat qui est derrière eux. « Si je sais que je me trouve devant un représentant d'un grand groupe énergétique, je sais comment réagir. Mais que faire si le type ne m'indique pas clairement pour qui il travaille », explique Turmes. Et puis d'autres groupements d'intérêt ne sont toujours pas assujettis à la réglementation sur le lobbying comme les « think-tanks » et les organisations religieuses, dont on connaît l'appétit d'influence politique même dans notre actualité nationale. Donc, ne pas qualifier ces regroupements de lobbies relève de l'absurdité et démontre le manque de volonté des parlementaires européens à plus de clarté dans leurs actions et décisions. Inutile de noter que les parlementaires qui ont voté contre ces amendements appartiennent à la droite et aux libéraux européens.

Alors que faire pour éviter que dans le futur les décisions bruxelloises ne soient pas entièrement dictées par l'industrie ? Le communiqué sorti par les Verts européens à l'issue du vote prévoit notamment la création d'un groupe de travail inter-institutionnel qui devra se (re)pencher sur ces questions et notamment faire pression sur les lobbies en matière de transparence financière. Du moins, ça bouge.

SHORT NEWS

Staatsanwalt Bieber stochert weiter

Obwohl er im Anschluss an seine im Dezember 2007 einberufene Bombenleger-Pressekonferenz keine Interviews mehr geben wollte, blieb Staatsanwalt Robert Bieber den Medien ein treuer Gesprächspartner. So auch jetzt in der aktuellen Ausgabe des „forum“, was dem Blatt sogar die Pole Position auf der wort.lu-Homepage bescherte. Dieselbe Plattform also, auf der vor Wochen - wenn auch nur für wenige Stunden - eine Stellungnahme des „Médiateurs“ Marc Fischbach zu lesen war. Der hatte Bieber wegen seiner Mitteilungsbereitschaft scharf kritisiert. Die DP sieht sich in einem Statement zu dem „forum“-Gespräch zu der Frage veranlasst, ob es nicht gerade der ehemalige „Force Publique“-Minister Fischbach war, der die von Bieber beschriebene damalige Behinderung von Ermittlern und Justiz wenn nicht gedeckt, so doch zumindest wahrgenommen haben muss. Bieber bestätigt gegenüber „forum“ auch, dass „mindestens einige - wenn nicht alle Täter aus den Reihen der Gendarmerie kommen“.

Krach um Findel vorprogrammiert

Vor zwei Wochen weihte Transportminister Lucien Lux die neue Aérogare ein, die bis zu drei Millionen Passagiere im Jahr abfertigen kann - heute sind es gerade mal die Hälfte. Am vergangenen Donnerstag stellte Umweltminister Lucien Lux die Aktionspläne gegen Lärmbelästigung, insbesondere durch den Flughafen, vor. Es erstaunt kaum, dass eine Maßnahme auf Lux Liste fehlt: die Begrenzung der Anzahl von Flugbewegungen. Der Minister hofft darauf, dass eine Optimierung der Flugbahnen und neue Triebwerkstechnologien das Mehr an Bewegungen ausgleichen können. Doch auch die Lärmkartographie, die als Grundlage für die Aktionspläne dienen soll, gibt Anlass zu Kritik: So liegen zum Beispiel die EinwohnerInnen von Bonneweg unter dem Lärmpegel, der für die Subventionierung von Dreifachverglasung erforderlich ist - eine Einschätzung, die für die Betroffenen unverständlich sein dürfte. Mit zweifelhaften Berechnungsmethoden erreicht der Umweltminister, dass der finanzielle Impact der Lärmbekämpfung gering bleibt. Aber auch, dass Bürgerverbände und Mouvement écologique vor Gericht ziehen und, wie gewohnt, gegen den Staat Recht bekommen.

woxx@home

Reply to the World

Emails sind eine feine Sache in einer kurzlebigen Welt. Wo früher Umlaufmappen von Büro zu Büro wanderten, um die Belegschaft über diese oder jene organisatorische Frage in Kenntnis zu setzen, reicht heute ein Klick auf das Arbeitsgruppen-Pseudo, um die KollegInnen zu informieren. Doch so praktisch das Instrument Email ist, es ist auch mächtig gefährlich. Gerade beim Weiterleiten passiert eines nur allzu oft: Die mehr oder weniger vertrauliche Information geht schon mal an die halbe Welt. Ist die Email einmal abgezischt, gibt es kein Zurück mehr. Früher soll es ja Leute gegeben haben, die stundenlang am Postbriefkasten ausharrten, um den kompromittierenden Brief, den sie dann doch nicht mehr abschicken wollten, bei der Entleerung abzufangen. Oder man setzte den gelben Kasten kurzerhand in Brand. Doch das Internet lässt sich nicht so einfach lahm legen. Also versucht mensch über den gleichen elektronischen Weg die Empfänger zu bitten, die eben erhaltene Email zu „ignorieren“. Doch damit wird das Chaos nur größer, denn mitunter erreicht die Berichtigung auch Leute, die die erste Mail gar nicht erhalten haben - zum Beispiel, weil das angewandte Pseudo je nach Computer ganz andere Personen erreicht. Also schreibt mensch ein Dementi zum Dementi - und wünscht sich die gute alte Zeit zurück.